

COMMUNIQUE DE PRESSE

“Mariage homosexuel” et adoption

Les Maires prennent la parole

A l'heure où la Mission parlementaire sur la famille et les droits des enfants s'apprête à rendre ses conclusions, le Collectif Maires Pour l'Enfance réaffirme sa demande de voir consulter les Maires avant toute initiative importante remettant en cause les fondements de la politique familiale française.

Les initiateurs du collectif qui regroupe à ce jour 11762 signataires (1/3 des Maires de France) rendront publique sur leur site Internet www.mairespourlenfance.com, vendredi 20 janvier à 9h00, la liste de 50 « grands signataires ». Ces derniers sont magistrats de villes importantes ou, tout en étant maires de leur commune, exercent une autre fonction électorale au plan départemental, régional ou national. Ces 50 personnalités pensent que l'écho fait à la revendication d'une minorité est sans mesure avec le souhait de la majorité des élus. Le débat doit maintenant s'effectuer en toute vérité. Nombre de ces “grands signataires” prendront la parole dans les prochains jours pour expliquer à leurs concitoyens les risques liés à de telles modifications du statut du mariage. L'enfant et son développement sont au cœur de leurs préoccupations. Ils se font les avocats du développement social et familial durable.

Pour Frank Meyer, maire de Sotteville-sous-le-Val (76) et porte-parole du collectif : « avec mes collègues, nous sommes particulièrement fondés à obtenir du gouvernement que les maires soient consultés et entendus lorsque des dispositions réglementaires ou législatives mettent en cause leur rôle d'officiers d'état civil. Elus de proximité, nous sommes directement confrontés aux fractures sociales et aux difficultés de nos contemporains. Notre expertise à propos du sens du mariage et plus globalement de l'institution familiale comme source de repère et de développement social ne peut être balayé du bras au nom de revendications privées et minoritaires. On ne peut délibérément priver certains enfants d'avoir un père et une mère”.

“C'est pourquoi nous souhaitons que soit organisée une consultation des maires de France sur ce sujet et j'ai demandé à rencontrer sur ce point le Premier ministre. »